

JEAN-FRANÇOIS JULLIARD

CLIMAT.

5 ANS POUR

SAUVER NOTRE

HUMANITÉ

**CE QUE LA FRANCE
DOIT FAIRE**

par le directeur de
Greenpeace

Tallandier

CLIMAT
5 ANS POUR SAUVER
NOTRE HUMANITÉ

DU MÊME AUTEUR

Les Veilleurs du ciel, Paris, Don Quichotte, 2015.

On ne joue plus ! Manuel d'action climatique et de désobéissance civile, Paris, Don Quichotte/Seuil, 2019.

#Accident majeur, illustrations Alizée de Pin, Paris, Éditions du Faubourg, 2021.

Jean-François Julliard

CLIMAT
5 ANS POUR SAUVER
NOTRE HUMANITÉ

Ce que la France doit faire

Tallandier

*À François Catzeflis, fidèle compagnon de Greenpeace
et inlassable défenseur du vivant.*

Infographies : © Éditions Tallandier / Julien Peltier, 2022

© Éditions Tallandier, 2022
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com
ISBN : 979-10-210-5056-3

AVANT-PROPOS

« **M**onsieur le chef de l'État, Emmanuel Macron, "*Make our planet great again !*", proclamez-vous, fièrement, le 1^{er} juin 2017, à l'adresse du président Donald Trump. Celui-ci vient d'annoncer sa décision de faire sortir les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat signé un an et demi plus tôt. Dans un anglais impeccable, jamais entendu dans la bouche d'un chef d'État français, vous défiez l'homme le plus puissant du monde, au nom de l'intérêt général, de la protection des populations et de la préservation de la planète. Vous appelez le monde à rester uni et déterminé malgré le discours incendiaire du président américain. Grâce à la diffusion massive d'une vidéo de six minutes, vous devenez en quelques heures le défenseur en chef de l'accord de Paris, le sauveur du climat, le "champion de la Terre", un titre que vous décernera, un an plus tard, le Programme des Nations unies pour l'environnement. Coup de com' ou engagement sincère ? Beaucoup se posent déjà la question. En

moins d'un mois, fraîchement élu et alors que l'écologie n'a occupé qu'une toute petite place lors de votre campagne pour l'accèsion à la présidence de la République, vous parvenez à vous positionner sur le devant de la scène.

Vous devenez soudainement incontournable sur l'enjeu climatique, notre priorité absolue. Mais si votre entrée en matière a été indéniablement une réussite, très vite, nous avons déchanté. Dès cette séquence terminée, les masques sont rapidement tombés. Nos organisations environnementales, les médias et les observateurs les plus aguerris ont entamé un travail minutieux d'examen critique. Nous avons porté attention aux détails et découvert des failles, des mensonges, des approximations et des contradictions entre vos propos et les actes accomplis. Ce long et méthodique travail de décryptage allait nous permettre de porter dans le débat public des éléments d'analyse tangibles et mesurables, pour que l'opinion vous juge sur des faits et non des promesses.

Dans les mois qui ont suivi votre élection, les rendez-vous manqués se sont succédé : États généraux de l'alimentation, Grand Débat national, loi d'orientation des mobilités, programmation pluri-annuelle de l'énergie, Convention citoyenne sur le climat, loi Climat et résilience, etc. À chaque fois, la mécanique a été la même. Des paroles fortes et engageantes, des discours affirmés et appuyés sur la scène internationale, mais des actes posés faibles et insuffisants, des séries de tout petits pas en avant, voire des reculs.

Finalement, au cours de ce quinquennat, Monsieur le président, vous avez systématiquement repoussé les mesures les plus ambitieuses, les propositions les plus transformatrices, les solutions les plus audacieuses. Lors de notre dernière rencontre, le 31 août 2021, à la veille du Congrès mondial de la nature, à Marseille, vous avez résumé votre pensée : “L’action doit être graduelle et il faut valoriser chaque petit pas.” Pourtant, dans votre ouvrage de campagne, titré *Révolution*¹, vous écriviez : “Nous sommes entrés dans une nouvelle ère. La mondialisation, le numérique, les inégalités croissantes, le péril climatique, les conflits géopolitiques et le terrorisme, l’effritement de l’Europe, la crise démocratique des sociétés occidentales, le doute qui s’installe au cœur de notre société : ce sont les symptômes d’un monde en plein bouleversement. [...] Nous devons sortir de nos habitudes. L’État, les responsables politiques, les hauts fonctionnaires, les dirigeants économiques, les syndicats, les corps intermédiaires. C’est notre responsabilité et ce serait une faute que de nous dérober ou même de nous accommoder du *statu quo*.” Sortir de nos habitudes, refuser le *statu quo*... Pour le climat, c’est raté. Et pour une transition écologique juste, on repassera. L’échec est patent et l’inaction se paye déjà comptant.

La jeunesse que vous avez régulièrement tenté de séduire n’a pas été naïve. Dans des rassemblements, des tribunes ou des actions de désobéissance civile,

1. XO, 2016.

elle vous a interpellé vivement, durement même parfois. Début avril 2021, un groupe d'activistes pour le climat vous écrivait : "Les jeunes ne peuvent pas se contenter de belles promesses. Alors que la crise sanitaire nous aveugle à court terme, le gouvernement nous sacrifie à long terme. Nous ne pouvons plus 'faire confiance' au futur, comme nous ne pouvons pas faire confiance aux élus qui s'affranchissent des limites planétaires à grands coups de peinture verte."

Désormais, l'heure du bilan est passée et si la page du climato-scepticisme semble tournée, le climato-cynisme est désormais à l'œuvre, cruel aveu de votre véritable projet présidentiel. Vous aurez beau mettre en avant l'abandon de la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou celle du mégacomplexe commercial EuropaCity, l'histoire retiendra un immense gâchis et une incroyable trahison. Votre quinquennat aurait pu faire l'histoire. Vos fervents soutiens, comme Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, ou Pascal Canfin, président de la commission Environnement au Parlement européen, pourront évoquer une « écologie de marathon » et mettre en avant des « classements internationaux » favorables à la France, comme ils l'ont fait dans une tribune parue dans *Le Monde* fin juillet 2021, personne n'est dupe.

Vous auriez pu être le chef d'État qui aurait initié un mouvement majeur et mondial pour lutter contre le dérèglement climatique. Vous en avez décidé autrement et nul autre que vous n'en portera autant la responsabilité. Ni la crise économique, ni même

la pandémie ne pourront vous servir d'excuse. Au contraire, l'arrêt soudain de pans entiers de l'économie vous avait offert une opportunité sans égale d'inventer un monde nouveau.

Jamais notre société n'a été aussi prête et demandeuse de transformations majeures. Là aussi, vous avez délibérément choisi de suivre la voix d'intérêts privés à court terme. Les patrons des grandes entreprises, les fédérations professionnelles, les partisans d'un soutien massif aux acteurs économiques sans aucune contrepartie sociale ou environnementale, vos ministres les plus conservateurs, vos parlementaires les plus réactionnaires, toutes et tous l'ont emporté et vous ont entraîné dans leur logique du *business as usual*. Ne changeons rien et tout ira pour le mieux.

Eh bien non, Monsieur le président, nous sommes nombreuses et nombreux à refuser ce raisonnement. Nous continuerons de nous battre pour changer le monde et faire en sorte qu'il devienne compatible avec l'impératif climatique. Avec ou sans vous à la tête du pays !

En toute exigence, je vous salue respectueusement
Monsieur le président.

Jean-François Julliard
Novembre 2021. »



1896

Le chimiste suédois Svante Arrhénius

est le premier à écrire qu'un doublement de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère pourrait entraîner un réchauffement planétaire de 5 degrés.



1958

Les premiers relevés de la concentration atmosphérique de CO₂ sont effectués à l'observatoire de Mauna Loa, à Hawaï. Ils indiquent 317 molécules de dioxyde de carbone pour chaque million de molécules dans l'air (ppm). Depuis, ces relevés sont devenus une référence.

Plus d'un siècle de découvertes et de promesses



2007

Le 4^e rapport du Giec établit la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique et indique que les perspectives de hausse se situent entre 1,8 et 4 degrés d'ici 2100. La même année, **le Giec et Al Gore, vice-président américain, reçoivent le prix Nobel** de la paix pour leurs travaux et leurs efforts à propos de la question climatique.



2006

La Chine dépasse les États-Unis et devient le plus émetteur de gaz à effet de serre au monde.



2005

La Nasa indique que 2005 a été l'année la plus chaude depuis le début de l'époque industrielle, à la fin du XIX^e siècle. La planète s'est réchauffée de 0,8 degré.



2008

L'Union européenne adopte le « Paquet climat 2020 » qui vise à réduire les émissions de la région de 20 %, à augmenter la part des énergies renouvelables de 20 % et à augmenter l'efficacité énergétique de 20 %, d'ici 2020.



2009

La COP 15, organisée à Copenhague, au Danemark, est considérée comme un échec retentissant et une opportunité manquée pour accélérer la lutte contre le réchauffement climatique.



2015

L'accord de Paris sur le climat est adopté pendant la COP 21, organisée en France. Il est le premier accord universel engageant les signataires à intensifier leurs efforts pour ne pas dépasser un réchauffement global de 2, voire 1,5 degré.



1968

Des études évoquent la possibilité d'effondrement de pans entiers de l'Antarctique, entraînant une hausse du niveau des océans.



1972

Création du Programme des Nations unies pour l'environnement.



1979

Première conférence sur le climat, organisée par les Nations unies, à Genève.



1988

Création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Il est chargé du suivi scientifique des processus de réchauffement du climat.



1997

Le protocole de Kyoto engage 37 pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % en moyenne d'ici 2012.



1995

Organisation de la COP 1, à Berlin, en Allemagne, première conférence mondiale qui rassemble les pays ayant adhéré à la Cnucc.



1992

Premier Sommet de la Terra à Rio de Janeiro, au Brésil. La convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Cnucc) visant à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère est ouverte à la signature des Etats.



2018

Le Giec indique que, pour atteindre la neutralité carbone en 2050, les émissions mondiales doivent baisser drastiquement d'ici 2030.



2021

La concentration atmosphérique de CO₂ s'élève à 421 ppm, un taux jamais atteint depuis des millions d'années.



I La trahison

Été 2017, le gouvernement annonçait une loi visant à mettre fin à l'exploitation d'hydrocarbures sur le territoire national d'ici 2040. Fini le pétrole *made in France*, vraiment ? C'était le premier temps fort du quinquennat sur les questions environnementales. L'annonce a fortement retenti et le monde s'est tourné vers nous. Un pays peut-il renoncer de lui-même à sa production d'or noir, cette ressource si précieuse qu'elle régenté l'économie globale depuis plusieurs décennies ? Ce n'est pas si simple. D'abord, il faut avoir à l'esprit que la production d'hydrocarbures sur le territoire français représente à peine 1 % de notre consommation. Le pétrole que nous donnons à nos voitures et à nos machines vient d'ailleurs. Les puits français en métropole produisent très peu et seules les régions d'outre-mer, notamment les zones maritimes au large de la Guyane, représentent des volumes d'hydrocarbures importants. C'est Nicolas Hulot, l'atout « vert » du gouvernement, qui est monté

au créneau pour porter ce projet de loi pendant l'été 2017.

Mais après un lancement en fanfare et prétendument annonciateur d'une « révolution » pour le climat, la désillusion a été forte. Le ministre alors chargé de la Transition écologique et solidaire a même exprimé de la « tristesse » lorsque le Sénat a détricoté son projet de loi et repoussé les échéances pour les permis pétroliers existants. Après plusieurs semaines de débats parlementaires houleux, le texte a été adopté le 19 décembre 2017. Le résultat était très décevant. Certains parlementaires ont évoqué une loi à la portée purement symbolique qui pourrait mettre en danger la balance commerciale de la France. D'autres lui reprochaient un nombre trop grand d'exemptions et d'exceptions possibles et surtout une échéance pour mettre fin à l'exploitation d'hydrocarbures sur le territoire français, en l'occurrence 2040, bien tardive et sujette à des prolongations possibles. Quoi qu'il en soit, un mois après son adoption, 48 demandes de permis d'hydrocarbures déjà existantes étaient rejetées et 7 obtenaient l'autorisation de poursuivre leur activité d'exploration pétrolière au-delà de 2040, jusqu'en 2054.

La politique du « en même temps » si chère au chef de l'État était déjà à l'œuvre. Le gouvernement et la majorité parlementaire ont tenté de trouver un compromis impossible entre la résolution de la crise climatique et la préservation à court terme des intérêts économiques de certaines entreprises. Cet entre-deux, ce manque de volonté politique forte

et affirmée sur les questions environnementales, cette absence de vision stratégique à long terme ont guidé la politique gouvernementale tout au long du quinquennat. Et les résultats en ont pâti. Les mesures adoptées ont été tièdes et sans portée réelle.

Des « états généraux » pour transformer notre agriculture

Parallèlement à la présentation du projet de loi hydrocarbures, en plein cœur de l'été 2017, se sont ouverts les états généraux de l'alimentation. Là aussi, l'ambition affichée était forte. Il s'agissait de parvenir à une « performance environnementale, sanitaire, sociale et économique » du secteur agricole. La journée de lancement, le 20 juillet, a rappelé la longueur du chemin à parcourir pour y parvenir. Entre incompréhension et méfiance, les échanges étaient vifs entre les agriculteurs, les acteurs économiques et notamment les représentants de la grande distribution, les services de l'État et les associations environnementales. Ce jour-là, il existait sans doute autant de visions pour l'agriculture française que de personnes présentes dans la salle. Les attentes de la société civile étaient clairement exprimées dans un document commun, élaboré par une Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire regroupant cin-

quante organisations agricoles, rurales, environnementales, de santé, de solidarité internationale ou étudiantes. Pour elle, « les états généraux de l'alimentation [constituaient] une occasion unique pour échanger et fixer collectivement les engagements des acteurs et des pouvoirs publics pour les années à venir. Ils [étaient] une opportunité pour nos territoires, notre santé, notre économie et notre assiette et [suscitaient] de fortes attentes pour répondre aux multiples crises que rencontrent nos systèmes alimentaires en France et dans le monde ». Les organisations appelaient à un renforcement de la production et de la consommation de protéines végétales, un accroissement de la production en agriculture biologique, une diminution de l'usage des intrants de synthèse, un ralentissement de la déforestation résultant de nos importations de soja, d'huile de palme, de café ou de cacao, un soutien financier massif aux agriculteurs qui se lancent dans la transition agroécologique.

Les travaux ont commencé. Pendant plusieurs mois, différents ateliers se sont déroulés pour formuler des propositions et des préconisations dans tous les domaines. Dès le mois d'octobre, 50 organisations ont tiré un premier signal d'alarme et formulé quatre demandes prioritaires pour que les états généraux ne soient pas une catastrophe. Tout d'abord, il fallait des rencontres transparentes et participatives, pour des résultats co-construits et des engagements réels des parties prenantes et de l'État. Les organisations regrettaient le peu de place qui leur était faite, le manque d'écoute et des

conclusions des tables rondes qui ne reflètent pas les échanges. Elles appelaient aussi le chef de l'État à avoir le courage politique d'acter que non, tous les modèles agricoles ne se valent pas et qu'une transition agroécologique est nécessaire. Il était nécessaire d'opter pour une relocalisation des systèmes alimentaires, pour une relance des économies territoriales et un renforcement des bonnes pratiques environnementales. Et enfin, il était rappelé qu'une mise en cohérence des politiques publiques était nécessaire tant les différences sont grandes selon les secteurs. L'agriculture, l'alimentation, l'environnement, le commerce international, la santé doivent aller dans la même direction.

Le 21 décembre, lors de la journée de clôture, beaucoup faisaient grise mine. Les annonces officielles restaient générales et peu engageantes. L'enthousiasme suscité par l'élan initial semblait douché. Plutôt que fixer un cap clair et précis, le gouvernement laissait les filières agricoles et agro-alimentaires gérer leurs propres plans de transition et mesurer elles-mêmes les progrès accomplis au fil des ans. La refonte tant espérée du modèle agricole devrait attendre encore un peu. Nicolas Hulot n'était d'ailleurs pas présent ce jour-là, signe fort de son incapacité à peser dans les arbitrages politiques. Il a prétexté un conflit d'agenda mais plus tard, bien plus tard, il laisserait savoir qu'en réalité, les désaccords avec Stéphane Travert, son homologue chargé de l'agriculture, étaient tellement écrasants qu'il avait préféré s'absenter.

L'atome tout-puissant

« Il sera difficile de tenir l'objectif de ramener la part du nucléaire à 50 % en 2025. » Début novembre 2017, en pleine promotion de sa loi hydrocarbures, Nicolas Hulot préparait le terrain sur la question du nucléaire. L'engagement de François Hollande, sanctuarisé dans une loi votée en 2015, de réduire la part du nucléaire de 75 % du mix électrique français à 50 % à l'horizon 2025 ne serait pas tenu. Cette loi constituait pourtant un acte majeur accompli lors du quinquennat précédent. Beaucoup avaient salué une avancée historique. Pour la première fois dans l'histoire, un chef d'État, suivi par le Parlement, avait placé la France sur la voie d'une réduction de notre dépendance à l'atome.

“ **Notre pays reste le plus nucléarisé au monde. Des installations militaires ou civiles sont présentes partout sur le territoire.** ”

Depuis l'enrichissement de l'uranium jusqu'au stockage des déchets, en passant par leur combustion, des matériaux radioactifs circulent en permanence sur les routes et les rails du pays. Sitôt les déclarations de Nicolas Hulot faites, les services de l'État se sont activés pour établir des projections fixant une échéance plus tardive afin d'atteindre l'objectif fixé dans la loi. RTE, le gestionnaire du réseau de trans-